

CABINET DU PRESIDENT

COMMUNIQUE N°9

Le CNDD informe l'opinion publique nationale et internationale que les militaires burundais envisagent de renverser le Gouvernement du Président Sylvestre NTIBANTUNGANYA dans les tous prochains jours. Ce coup de force aurait dû avoir lieu la semaine passée déjà et devait placer au pouvoir l'ancien dictateur Jean Baptiste BAGAZA mais certains officiers qui l'ont renversé en 1987 ont refusé d'être commandé à nouveau par lui. C'est donc le choix d'un nouveau chef d'Etat qui a retardé le coup d'état prévu.

Ce qui est programmé aujourd'hui c'est la création d'un DIRECTOIRE, composé d'officiers et de dirigeants de l'opposition, qui dirigera le pays pour une transition d'un an, le temps de s'organiser calmement pour la mise en place d'un pouvoir qui ne sera plus jamais issu des urnes.

C'est par ce moyen que les auteurs de ce coup de force comptent se débarrasser définitivement du parti FRODEBU, vainqueur aux élections de juin 1993 mais qui n'était plus que figurant dans une coalition gouvernementale imposée par l'Armée Monoethnique Tutsi lors de la signature de la Convention de Gouvernement le 10 septembre 1994. Nous avons eu la perspicacité et le courage de nous opposer à cette convention et les raisons que nous avons invoquées à l'époque de notre refus se sont révélées prémonitoires.

Voici le scénario envisagé pour coup de force :

1. Grève et manifestation des étudiants tutsi de l'université du Burundi, avec la prise en otage des étudiants hutu qui refusent de suivre le mouvement.
2. Grève et manifestation des élèves de toutes les écoles secondaires du Burundi.
3. Grève et manifestation des fonctionnaires tutsi à travers tout le pays réclamant le départ du président de la république Ntibantunganya, accusé pour l'occasion d'être de connivence avec de soi-disant milices hutu.
4. Arrestation du Président Sylvestre NTIBANTUNGANYA qui sera conduit sous bonne escorte et remis sain et sauf à une Ambassade occidentale qui se chargera de l'envoyer en exil immédiatement.
5. Suspension de la Constitution.
6. Dissolution du Parlement et du Gouvernement.
7. Arrestation des parlementaires et des ministres du FRODEBU sous toutes sortes de prétextes.
8. Mise en place du DIRECTOIRE qui fera fonction de Gouvernement et de Parlement pendant la transition.
9. Proclamation de l'Etat d'exception sur tout le territoire national décrété immédiatement par le Directoire.
10. Massacre des populations hutu et des tutsi membres du FRODEBU et de sa mouvance. Ces massacres s'exécuteront

sous le couvert d'un soi-disant désarmement de ceux que l'armée appelle les milices hutu.

Trois pays ont été contactés pour donner leur aval à ce projet. L'un des trois pays approchés par les auteurs de cette conjuration a déjà marqué son accord, le deuxième s'y oppose pour l'instant, tandis que le troisième réserve sa réponse positive à la condition que les deux premiers s'entendent sur une position commune.

Le C.N.D.D tient à souligner que une telle conjuration est une violation flagrante de l'article 21 alinéa 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui stipule que "Tout pouvoir doit émaner du Peuple". Nous rappelons donc aux conjurés que rien ne sera durable sans l'aval du peuple burundais et encore moins contre son gré.

Ce complot aux ramifications internationales qui se dessine ne nous fera jamais reculer de la lutte dans laquelle nous sommes engagés contre cette armée monoethnique de putschistes que certains occidentaux veulent maintenir au pouvoir en faisant fi des conventions internationales notamment la déclaration ci-haut citée. Nous prions ces gouvernements de ne pas avaliser un complot ourdi sur le dos de notre Peuple, et nous leur demandons de rester fidèles à leurs propres valeurs.

Ces bruits de bottes retentissent au moment où la même armée vient de procéder à un massacre abominable contre la communauté musulmane de Bujumbura dans les quartiers de Bwiza et Buyenzi où plus de deux mille personnes, hutu, zairois et tanzaniens tous musulmans ont trouvé une mort atroce.

Le C.N.D.D réaffirme qu'il va continuer sa résistance et sa contribution à l'auto-défense de la population afin que le peuple burundais ait son dernier mot en fin de compte.

Nous demandons à notre peuple de résister par tous les moyens dont ils disposent pour faire faillite à toutes ces machinations. Nous lui rappelons que l'ennemi du peuple burundais c'est avant tout l'Armée gouvernementale qui a assassiné le Président NDADAYE et ses proches collaborateurs.

Pour le C.N.D.D,

Jérôme NDIHO
Porte Parole.
30 mars 1995

